

# Interview de Claude MARTINAND

Ingénieur général des ponts et chaussées, vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)



Ingénieur général des ponts et chaussées, vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable, **Claude Martinand** est également président de l'Institut de la gestion déléguée depuis 2001.

Président fondateur de Réseau ferré de France (RFF) de 1997 à 2002, dont il est aujourd'hui président d'honneur, il a été directeur des affaires économiques et internationales (DAEI) au ministère de l'Équipement, du logement, des transports et du tourisme de 1989 à 1997, directeur général de l'Institut géographique national de 1985 à 1989, directeur adjoint puis directeur du cabinet du ministre des Transports de 1981 à 1984. Il a siégé au Conseil économique et social de 1999 à 2004.

**Claude Martinand** est ancien élève de l'École polytechnique (1964), ancien élève de l'École nationale des ponts et chaussées (1969). Il est commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du mérite et chevalier du mérite agricole.

27

## Quelles sont les raisons de votre engagement pour la création du Corps des IPEF ?

Disons, en préambule, que je connais un peu le monde rural. Quand j'étais enfant, j'allais un mois d'été chez un agriculteur ramasser des patates et traire des vaches. Beaucoup de membres de ma famille ont fini dans le corps du GREF... mon père, deux oncles, un frère...!!

Il y a quelques années, j'étais membre de la Mission interministérielle du pilotage de l'encadrement supérieur (MIPES) et j'ai donc été amené à rédiger un rapport éclairant la question "Combien faut-il recruter d'X pour les corps de l'Etat ?". Parce que c'était aussi dans l'air du temps (rapport de *Silguy*), j'avais déjà écrit qu'il fallait fusionner les corps en fonction de leur métier principal : par exemple Mines et Télécoms et j'ajoutais au passage l'Armement, même s'ils ont un statut militaire et Ponts et chaussées et GREF, quitte à mieux identifier plusieurs filières différenciées qui existaient de fait dans chacun des deux corps.

Cette dernière idée a donc été reprise par la RGPP et s'est imposée assez naturellement. Mais il est vrai qu'il y a beaucoup

de gens qui pensent que les métiers ce n'est pas l'essentiel : « n'importe qui pourrait remplir n'importe quelle fonction » d'après eux.

Ce type de fusion me paraissait donc nécessaire. Cela ne faisait que prolonger des fusions antérieures : nous avons fusionné en 2002 avec Météo France, l'IGN, l'Aviation civile et vous-mêmes aviez fusionné avec les ingénieurs d'agronomie.

**Edgar Pisani**, toujours très actif, a fait récemment une interview remarquable. Il avait déjà fait des fusions des deux côtés, ayant, en quelque sorte, « sévi » à l'Agriculture d'abord puis à l'Équipement, un ministère qu'il a créé. On a oublié qu'à cette occasion on a fusionné les ingénieurs des Ponts et les ingénieurs de la Construction de l'ancien ministère de la Reconstruction et de l'urbanisme.

Je pense que depuis, la différence entre espace rural et espace urbain s'est largement atténuée : il y a beaucoup d'urbains qui habitent la campagne, certainement plus de rurbains que d'agriculteurs stricto sensu qui sont d'ailleurs peu nombreux aujourd'hui.



Pour autant, cette fusion n'est pas simple : on va créer un corps imposant d'environ 3800 personnes, presque autant que le corps des administrateurs civils dont on sait qu'ils ne sont pas vraiment gérés... ou plutôt qu'ils sont gérés de manière hétérogène par ministère. Il faudra donc être attentif à la manière de définir une stratégie, des orientations, une formation initiale, une gestion des déroulements de carrière, une politique de mobilité, etc.

Et là, il faudra tenir compte des différences de départ :

» sur la mobilité par exemple : il y a beaucoup plus de détachements et de passages dans le privé dans le corps des Ponts que dans le corps du GREF, encore que l'on me dise que les jeunes sont beaucoup plus mobiles dans le GREF aujourd'hui ;

» la promotion interne est plus élevée dans le corps des Ponts ;

» ingénieurs et économistes, c'est ce qui caractérise les ingénieurs des Ponts depuis l'origine, le GREF étant plutôt tourné vers les sciences du vivant et la biologie qui donnent une autre ouverture d'esprit que la mécanique ou la physique.

Il y a certainement beaucoup de choses à gagner dans ce rapprochement, ou plutôt cette fusion, encore faut-il les conduire avec discernement et dans la durée.

Au passage et à propos de ceux qui pensent que les ingénieurs sont en perte de vitesse dans la société, cela me semble vrai et faux à la fois. Les parents par exemple voudraient souvent que leur enfant soit "ingénieur" et c'est déjà assez significatif ! Les ingénieurs n'ont certainement jamais joué un rôle aussi important dans l'activité économique et en même temps c'est vrai, dans l'Administration a pu se développer l'idée que le besoin d'ingénieurs de haut niveau n'est plus une priorité.

J'ai écrit une tribune libre dans Les Echos il y a deux ans "L'impérieuse nécessité de produire de nouveaux **Vauban**". En fait mon titre était "L'Etat a-t-il encore besoin d'ingénieurs de haut niveau ?". Même si tout le monde m'a rassuré en me disant... « mais si, mon cher ami, mais si »... la réalité est quelque peu différente. Les ingénieurs ne devraient-ils pas s'interroger pour identifier leurs insuffisances et les raisons de leur perte de prestige et de responsabilité dans l'administration ?

Quant à moi, je pense que les ingénieurs, ou tout du moins certains d'entre eux, sont trop souvent imprégnés d'une idéologie scientiste qui ne les prédispose pas, il est vrai, à bien comprendre les problèmes de société qui sont pourtant consubstantiels à toute politique publique et à toute gestion publique.

En effet, ce qui caractérise sans doute le mieux notre nouveau corps c'est le triptyque : **Techniques, Territoires et Société** ; ce sont les trois dimensions qu'il faut essayer de maîtriser et cela veut dire à la fois de la technique bien sûr, mais aussi de l'économie et des approches « *sociétales* » et environnementales, donc très politiques. C'est assez complexe et il faudra surmonter ce néo-positivisme mais aussi le perfectionnisme technique qui est le péché mignon des ingénieurs (le plus c'est le mieux), dont c'est la conviction profonde, du moins pour les ingénieurs non soumis à la loi du marché et à la concurrence. Je l'ai vu dans mes différentes fonctions, par exemple à l'IGN.

A l'époque, les ingénieurs géographes étaient persuadés que la qualité c'était des Rolls-Royce et pas des 2 CV ... mais la demande c'était plutôt des 2 CV que des Rolls ! Ils pensaient que la qualité c'était ce qu'il y a de mieux ; ce perfectionnisme constituait une profonde erreur d'optique sur ce qu'est la qualité, c'est-à-dire la conformité aux besoins de l'utilisateur final ou intermédiaire, y compris en coût et en délais.

**Autant que l'on puisse en juger dans les contacts avec nos collègues des Ponts, ce n'est pas chez eux le grand enthousiasme.... cette fusion semble plutôt subie que voulue... Est-ce votre sentiment ?**

D'abord, je ferai observer aux collègues des Ponts qui ont pu apparaître moins proactifs qu'il faut être clairvoyants et qu'ils ont peut-être raté un certain nombre d'échéances ; nos amis du GREF, qui avaient une réputation assez peu enviable il y a 20 ans avec les remembrements, les curages de rivière, les coupes franches dans les forêts et l'agriculture productiviste,... ont su s'exporter en priorité à l'environnement (surtout les forestiers) et se refaire une image au point que je lis parfois que « *le GREF c'est l'Environnement* », alors qu'il y a d'autres collègues qui s'occupent d'environnement, à commencer par ceux de l'Industrie.

Il est vrai qu'à une certaine époque les Ponts n'ont pas envoyé les meilleurs à l'Environnement ; c'est une erreur que l'on a payée à la création du MEDAD. Pour ma part, j'ai été nommé en 1978 à l'Environnement, « *à l'insu de mon plein gré* ». **Pierre Mayet** m'a enjoint d'être l'adjoint de **Serge Antoine**. J'ai alors beaucoup appris sur les forces et les faiblesses de l'Environnement et je ne l'ai jamais regretté auprès de ce remarquable défricheur.

Et puis, peut-être n'a-t-on pas assez expliqué aux ingénieurs des Ponts les raisons de cette fusion. Certains ont parfois une vision négative des autres parce qu'ils se croient au dessus d'eux.

L'AIPC, s'estimant insuffisamment associée n'a pas manifesté d'enthousiasme particulier mais n'a pas non plus contesté. Se sont exprimés sur son site des collègues mal informés et souvent hostiles, et c'est regrettable.

Par ailleurs, le corps des Ponts était fasciné par le corps des Mines, qui a une gestion élitiste et directive ; ils sont peu nombreux et ils ont géré la rareté parce qu'ils avaient de moins en moins de missions obligatoires. Nous, dans notre corps, nous avons une fraction qui pourrait ressembler au corps des Mines mais que nous n'avons jamais gérée comme eux, car on a toujours laissé une grande liberté aux membres du corps.



Et puis on a, par ailleurs, la majorité des ingénieurs qui a eu une carrière classique, ressemblant d'ailleurs à celle des ingénieurs du GREF. La décentralisation a remis en cause cette situation.

En définitive, c'est le passé, et il faut se projeter vers l'avenir plutôt que cultiver la nostalgie et ressasser un passé un peu idéalisé. La compétition se développe ; il faut manifester des avantages compétitifs nouveaux, des visions prospectives à l'écoute des autres car « *personne ne sort plus de la cuisse de Jupiter !* ». Il faut savoir qu'au début des années 80 il y avait 80 X-Ponts - DDE. Combien y en a-t-il aujourd'hui ? ... 2 ou 3 ... autrement dit presque plus ! Beaucoup de collègues sont partis avant 2007 et souvent sans retour. Il va donc falloir démontrer à nos collègues, aux jeunes notamment, dans les mois et les années qui viennent que la fusion était une bonne idée, que d'ailleurs elle était inéluctable, qu'il faut maintenant la réussir, sans états d'âme, et qu'on a toujours à apprendre des autres parce qu'ils ont d'autres visions, d'autres parcours et d'autres idées.

**Presque tous les Ingénieurs des Ponts sont des X, ce qui ne sera plus le cas des IPEF....!! N'est-ce pas d'ailleurs en contradiction avec les conclusions du rapport FOLZ-**

***CANEPA qui préconise "..... de préserver une voie de recrutement majoritaire issue de l'Ecole polytechnique....." et de ".... veiller à ce que les regroupements de corps aient une légitimité en termes de racines et de vocations professionnelles, et à ce que certaines compétences pointues, propres aux corps fusionnés, ne disparaissent pas avec eux."***

Il ne faut pas en effet faire disparaître les compétences pointues, bien au contraire ! On le voit d'ailleurs déjà, par exemple à l'IGN où quasiment aucun X n'est allé depuis que l'on a fusionné nos quatre corps ; ce qui veut dire que la formation qui a été donnée à l'ENPC n'a pas incité les gens à choisir des maisons d'emplois spécialisées et il faut y remédier parce qu'il faut bien des météorologues, il faut des cartographes, même s'il en faut moins que par le passé, et pour cela il faut intéresser des candidats.

D'ailleurs, à l'ex Equipement on aurait pu aussi identifier des compétences spécialisées : or dans la gestion des carrières on a vécu trop longtemps sur la priorité aux généralistes pour être le plus vite possible DDE, une fois, deux fois, trois fois, ... et puis après DDE il y avait quoi ? Avoir adopté cette priorité fut sans doute une erreur car il aurait du y avoir un retour de l'expertise avec des compétences et une expérience avérées. Vous allez me dire que je suis un contre-exemple puisque j'ai beaucoup changé de postes même si, dans la dernière période, j'ai fait 5 ans au moins plutôt que 3 ans : 8 ans au CGEDD, 7 ans à la DAEI, 5 ans à RFF mais chaque fois je me suis efforcé d'être au meilleur niveau, de laisser des traces, de donner des impulsions...

Il faut avoir des gens pointus, car des généralistes nous en avons suffisamment... Un jour d'ailleurs on en reviendra : le seul fait de commander et de décider ou d'être un médiateur, cela ne suffit pas. Des experts, il en faut pour une grande partie du corps. Personnellement, je suis pour que le **maximum d'ingénieurs** du corps deviennent **docteurs**.



Je constate, en effet, les évidences suivantes :

» c'est une formation qui apporte à la fois de la rigueur et de la créativité ; vous êtes obligé d'approfondir un sujet et d'inventer des réponses, ce qui n'est pas vraiment le cas quand vous êtes formé dans le cursus habituel où on ne vous demande pas toujours une rigueur intellectuelle suffisante ni surtout d'inventivité ...

» il s'agit le plus souvent de formation par la recherche et non pour la recherche.

Ce qui me frappe, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui ont fait un doctorat et qui ont occupé des postes dans les cabinets ministériels... comme *Pascal Viné, Paul Vialle* ou *Pierre Sallenave*. On voit bien que c'est un plus ; de toutes façons, c'est indispensable : si vous allez à la Banque mondiale ou à Bruxelles et si vous n'avez pas un PhD, vous n'êtes rien du tout. C'est quoi "ingénieur" ? C'est un technicien supérieur pour les Américains... ...! Ce terme d'ingénieur n'est pas reconnu au niveau anglo-saxon et les grandes écoles françaises sont considérées comme tout à fait hors norme. Il faut donc en tenir compte sinon nous n'aurons pas le bon niveau ni les débouchés les plus intéressants. Par rapport à l'ENA qui, jusqu'à une période récente, n'avait pas de professeurs permanents et n'était pas branchée sur la recherche, on constate que les grandes écoles d'ingénieurs disposent de laboratoires depuis pas mal de temps mais le lien entre l'enseignement et la recherche est souvent resté insuffisant. Si vous n'amenez pas des gens à faire des doctorats, adaptés si possible, rapidement le corps risque de décliner.

Je suis personnellement favorable à la diversité culturelle. Les IGREF ont toujours recruté à l'Agro et à l'X. MM. *Folz* et *Canépa* n'ont peut-être pas suffisamment mis en exergue qu'aux Ponts il y a une proportion significative d'ingénieurs par promotion interne. Compte tenu du fait que l'essaimage est beaucoup plus fort chez les anciens X, nous sommes arrivés au stade où une majorité d'anciens ITPE dirigent les services déconcentrés. Des études de sociologues ont montré que ce sont les ITPE qui portent l'avenir de notre ministère, ce ne sont plus les X qui, comme je l'ai dit, sont souvent ailleurs. Ces sociologues font un parallèle éclairant entre les TPE du XX<sup>e</sup> siècle et du XXI<sup>e</sup> siècle et les ingénieurs des Ponts du XIX<sup>e</sup> siècle qui ne pantouflaient que dans les Chemins de fer ou à la Ville de Paris et qui avaient une carrière essentiellement au service de l'Etat.

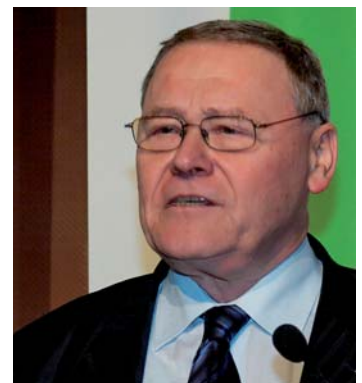
*Autre argument souvent évoqué, partant de deux corps qui avaient acquis une notoriété autour de compétences techniques, la fusion va conduire à ce qu'il y ait un corps unique dans lequel chacun des deux va perdre ce qui faisait sa spécificité ?*

Je suppose et j'espère que dans ce corps il y aura une grande diversité et qu'il n'y aura plus de carrière type comme on l'a trop longtemps préconisé dans notre maison. C'est vrai, il y a

une réelle difficulté à animer des déroulements de carrières diversifiées et cela exige une véritable vision stratégique, fondée sur une prospective sérieuse. Je me souviens des collègues qu'on envoyait à Bruxelles ou à l'international ; quand ils revenaient on leur disait "ah ! qu'est-ce qu'on va bien pouvoir faire de toi ? " au lieu de les utiliser en fonction des compétences acquises à l'étranger. Il y a beaucoup de travail à faire pour repenser quelles sont les carrières intéressantes, souhaitables et possibles. J'ajoute que 70 à 75% de l'investissement public se font désormais dans les collectivités territoriales. Si l'on ne va pas dans les collectivités locales, on va rater complètement le coche, car c'est là que ça se passe de plus en plus ainsi que dans des établissements publics comme RFF. Certains de nos collègues y sont déjà partis, pas assez à mon sens, puisque l'Etat n'a plus vocation à gérer ni à réaliser en direct des infrastructures.

Au passage, les collectivités territoriales recrutent de plus en plus de cadres par chasseurs de têtes et choisissent de moins en moins de généralistes ; ils préfèrent des collaborateurs ayant un savoir-faire et une compétence avérés, essentiellement des chefs de projet, directeurs de projet, directeurs de programme... des gens qui savent faire, qui savent réaliser dans des coûts, des délais et à un bon niveau de qualité de service avec les concertations indispensables.

Il nous faudra en outre de plus en plus d'experts reconnus au plan national ou international dans tel ou tel domaine, et puis aussi des régulateurs, des médiateurs, assumant des fonctions sophistiquées exigeant des compétences économiques et juridiques. Il faut donc impérativement préserver la diversité des origines culturelles, des formations, des parcours, c'est cela dont



on a besoin, des personnes qui aient des parcours diversifiés et aptes à prendre des responsabilités sans être « formatées » de manière uniforme. Bref, il faut reconnaître l'intérêt, l'obligation même, de disposer de gens de profils différents.

*Comment voyez-vous le rôle du chef de ce nouveau corps des IPEF ?*

D'abord, nous n'allons pas "gérer" le corps comme aux Mines ou à l'Armement. Mon âge me permet de penser que le seul vrai pouvoir c'est le pouvoir d'influence et de création. Quand on a écrit dans le décret que l'on définirait les orientations stratégiques dans une " commission d'orientation et de suivi ", je crois que c'est cela l'essentiel. Ce dont nous souffrons, en effet, c'est une insuffisance de doctrine d'orientations et de gestion des carrières ; sans doute n'est-on pas assez directif,

parce que les gens préféreraient qu'on leur dise "...voilà ce qui paraît intéressant de faire..." sans être forcément caporaliste. Je constate par exemple sur les collectivités territoriales que cela fait vingt ans que l'on dit des choses, ou sur l'international, mais on se heurte toujours à l'arbitrage du court terme au détriment du long terme.

Est-il plus important de trouver un adjoint au DDE de la Seine-et-Marne ou de placer un ingénieur dans une grande collectivité territoriale ou un établissement public ? Cela peut conduire à des dérives parce que cette manière de « boucher les trous » en priorité dans son propre ministère, d'être en quelque sorte juge et partie, et de se servir en priorité ce n'est pas toujours judicieux et c'est parfois dangereux. Pour le nouveau corps, cela va être compliqué puisqu'il y aura deux secrétaires généraux, un service à compétence nationale et un chef de corps qui va changer au bout de deux ans... Il faut donc dès la première année, qu'on installe un mode de fonctionnement où nous apporterons les idées et les orientations. Ce n'est donc pas une mission individuelle mais collective ; il faut que l'on donne une impulsion, un cap le plus clair possible et cela, dès le début.

**Les jeunes en formation peuvent légitimement se poser la question de savoir pourquoi une fusion des corps ne s'accompagne pas de la fusion des Ecoles ? On fait une fusion des corps tout en distinguant fortement les deux Ecoles ; cela peut sembler antinomique.**

Il y a aussi des gens qui ont dit ... " vous fusionnez les corps, pourquoi pas les Conseils généraux ?"... tout simplement parce qu'il y a deux ministres et que chacun veut son Conseil général... Alors, effectivement... "pourquoi vous ne fusionnez pas les deux Ecoles ?"... En fait, la vraie raison de cette non fusion réside dans le fait que ces Ecoles forment avant tout des civils et secondairement des fonctionnaires. Le défi de la tutelle de ces Ecoles réside justement dans le fait que ce sont les fonctionnaires qui l'assurent parce qu'ils financent.

J'ajoute qu'AgroParisTech sera sur le plateau de Saclay et l'ENPC à Marne-la-Vallée avec le PRES Université Paris-Est et Paris XII ; à Marne-la-Vallée, il y aura un pôle de compétitivité « Ville et mobilité durable » (Advancity) et un pôle scientifique et technique puissant. Il serait donc inadéquat de fusionner les Ecoles, d'autant plus qu'elles se reconfigurent dans un ensemble plus vaste, ParisTech, avec un certain nombre d'autres ensembles cohérents au plan scientifique et technique. Il faut expliquer tout cela et le préciser.

Parlons des marques : on a fait dans ce domaine un effort en trouvant un nom commun, au moins pour un certain temps. Pourquoi IPEF ? parce qu'aucun nom nouveau n'est apparu convaincant. Certains ont pensé à "ingénieur du développement durable"... ou "des territoires" ; mais les collectivités territoriales qui ont des ingénieurs territoriaux

pouvaient trouver à redire et personne n'a adhéré à ces termes. IPEF : le président de la section du Conseil d'Etat nous a dit que c'était un très beau nom et un très beau projet et notre directeur de cabinet a trouvé le nom « délicieusement suranné »... On ne peut pas oublier les racines des gens, leurs origines, leur passé ; quand on a dit que les Ponts dataient du Régent en 1716, on nous a répondu que les Eaux et forêts trouvaient leur origine au temps de Philippe le Bel et même de Philippe Auguste.

Ponts c'est mieux que Ponts et chaussées et Eaux et forêts, c'est pas mal non plus, mieux en tout cas que Génie rural, qui était un peu connoté et daté ! Donc, les deux à la fois, Ponts, Eaux et forêts, c'est « continuité et rupture » comme disait **Georges Pompidou**.

Pour revenir au chef de corps, il devra d'emblée s'attaquer à la question de la formation et préciser quelle partie commune organiser. Je pense de plus en plus que la formation des corpsards doit être largement dissociée de celle des civils. Nous avons vécu dans la conviction que "...c'est très bien d'être formé dans la même Ecole, avec la même culture, on se comprend mieux entre le privé et le public"... Mais ce n'est pas le même métier ; il s'agit de former en commun les ingénieurs-élèves pendant au moins six mois pour construire une culture commune de fonctionnaire et si être fonctionnaire ne plaît pas, il faut aller ailleurs. Quand je vois qu'il y a des jeunes qui ont démissionné au cours de leur formation ou dès la sortie de l'Ecole, je trouve qu'il y a un vrai problème que j'espère dépassé, crise aidant !

**Où en sont les relations entre le CGEDD et le CGAAER ? Y a-t-il encore des travaux communs ?**

Oui, il y en a énormément. **Jacques Brulhet** vétérinaire d'origine, est très dynamique et atypique car il n'a pas été beaucoup dans son administration d'origine : il a fait de la recherche, de la coopération, de l'entreprise privée et s'est occupé de questions de sécurité sanitaire, sujets éminemment à l'ordre du jour. Avec **Paul Vialle** nous avons déjà noué des relations étroites parce qu'il fallait suivre en particulier la mise en place en commun des DDEA ; également pour la fusion du

CGPC et de l'Inspection générale de l'environnement où il y avait pas mal de membres issus du CGAAER, des Mines et des Ponts. J'ai actuellement deux présidents de section ou équivalents qui sont des IGRF : **Michel Badré**, président de l'autorité environnementale et **Pierre Roussel** président d'une commission transversale sur les ressources naturelles. Voyez, nous sommes très œcuméniques !





On a organisé aussi plusieurs colloques avec le CGAAER ensemble, et on a des échanges de vues réguliers. **Jacques Brulhet** a proposé de reconstituer le club des inspections générales et des conseils généraux, ce qui est une initiative utile et heureuse, complémentaire de la réunion périodique des vice-présidents de conseils généraux.

## Que pensez-vous de l'évolution des services déconcentrés ?

Les DREAL, c'est relativement naturel ; nous nous sommes battus pour qu'il n'y ait pas DRIRE-DIREN d'un côté et DRE de l'autre parce que c'était contraire à l'unité du nouveau ministère et qu'il était bon de consolider cette unité pour la rendre irréversible. Évidemment le logement revient, la DIACT s'en va, mais cela reste secondaire ; ce ministère a toujours et régulièrement changé de configuration. D'abord il devrait s'appeler ministère du Développement durable tout court, c'est d'ailleurs son adresse électronique. Les vrais ministères, anciens, ont un nom simple : la Justice, l'Intérieur, les Affaires étrangères.

Pour ce qui est des services déconcentrés, au niveau départemental, il y a eu des tensions sérieuses entre ministères. Mais, l'idée, par exemple, qu'il vaut mieux que l'urbanisme et le logement soient ensemble, ne faisait pas l'unanimité. J'ai fait une tribune libre dans la revue *"Le chêne et l'olivier"*, revue de l'association du corps préfectoral, pour indiquer qu'on était dans le même bateau et qu'il valait mieux ramer ensemble, dans l'intérêt du pays.

## Vous ne pensez pas qu'il y aura aussi compétition pour les DDT avec les sous-préfets ?

Effectivement on peut nommer des chefs de services de différentes origines ... Mais rapidement, il paraîtra clair qu'il faut des compétences et de l'expérience pour remplir ces missions délicates et moins attractives qu'auparavant.

## Est-ce que vous savez quand sortira le décret sur le nouveau corps des IPEF ?

Il est finalement sorti le 12 septembre, avec un peu de retard<sup>1</sup>. Je voudrais terminer sur le *"développement durable"* car il y a beaucoup de confusion sur ce concept. Le développement durable, ça ne consiste pas à juxtaposer les piliers économique, sociétal et environnemental. Cela ne consiste pas non plus à considérer qu'un pilier est plus important que les autres. Le développement durable est un processus d'intégration fondé sur le débat public et l'évaluation pluraliste... C'est très difficile et je trouve regrettable de voir appeler développement durable des éléments ponctuels de politique environnementale ou énergétique ! Bref, on voit bien que le développement durable ne peut pas émerger sans le débat public, le débat démocratique, l'évaluation pluraliste. Et le Grenelle à 5 est une avancée majeure : au lieu de faces à faces permanents Etat/Ecologistes, vous mettez tout le monde autour de la table. Le jeu est plus compliqué mais il y a une dynamique qui se crée pour chercher des convergences ou des consensus. Alors ces compromis sont-ils durables ? On verra.. Il y a eu en tous cas des avancées sensibles sur beaucoup de sujets. Ce Grenelle à 5, c'est une démarche, une méthode que les *« technocrates »* n'apprécient pas forcément au départ. Au fond, l'idée qu'ils vont se trouver parmi des acteurs qui peuvent contester leur légitimité, c'est difficile pour des ingénieurs qui adorent parler d'optimum fondé sur des calculs économiques qu'ils croient incontestables et c'est effectivement une épreuve !

<sup>1</sup>On peut trouver l'intégralité des textes publiés au JO du 12 septembre sur le site de l'AIGREF - [www.portail-gref.org](http://www.portail-gref.org). Par arrêté du MEEDDM du 30 septembre 2009 (JO du 17 oct), **Claude Martinand** vient d'être nommé chef du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts.

Propos recueillis le 8 septembre 2009 par

**Annie Novelli** - Chargée de mission valorisation éditoriale à AgroParisTech-ENGREF et **Michel Taillier** (IGHGREF - ENGREF 1968).

Tous deux membres du Comité de rédaction de la Revue du GREF

Photos pages 27, 29, 30 et 32

© **Laurent Mignaux** - MEEDDM

Photos pages 28, 29, 31 et 32

© **Annie Novelli** - AIGREF

